

# le libertaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu la maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an ..... 6 fr. »  
Six mois ..... 3 fr. »  
Trois mois ..... 1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

En Rédaction :

à Emile AUBIN

Adresser tout ce qui concerne

l'Administration :

à Pierre MARTIN

## ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an ..... 8 fr. »  
Six mois ..... 4 fr. »  
Trois mois ..... 2 fr. »

## Régime de Boue

Survenu au début de la période électorale, au moment où les candidats de toutes nuances font leur profession de foi et lancent, dans le tumulte des meetings les mots de : Devoir, Honneur, Principes, Patrie, le scandale actuel aura peut-être l'avantage de faire réfléchir le peuple en lui montrant la vénalité et la malpropreté de tous ceux à qui son imbécillité a permis l'exploitation fructueuse de l'assiette au beurre.

Secondant admirablement notre propagande, de temps en temps, un scandale qu'on ne peut étouffer éclate. Certes, nous ne savons jamais toute la vérité, mais le peu qu'on nous laisse entrevoir suffit à montrer la pourriture et la décomposition du régime et fournit d'excellents arguments à ceux qui pensent que la libération du prolétariat ne peut venir que de lui-même.

Si après les révélations du scandale Rochette les gens ne sont pas édifiés sur la valeur du suffrage universel, s'ils ne comprennent pas enfin que tous les charlatans qui barbotent dans les marais malpropres et empoisonnés de la politique ne sont que des fumistes auxquels l'appât tient lieu de principes. C'est que véritablement il n'y a rien à espérer d'eux et qu'ils sont mûrs encore pour des siècles de servitude.

On a pourtant tout fait pour étouffer le scandale. Et sans la haine farouche qu'a vouée Barthou à ceux qui ont eu l'audace de lui prendre sa place, nous serions peut-être restés encore une fois dans l'ignorance des faits et gestes de messieurs les politiciens.

Bénissons donc cette bonne querelle qui nous a permis de voir clair dans le jeu de nos maîtres. Et nous sommes d'autant plus satisfaits que la boue a atteint tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire.

Il est prouvé, archi-prouvé, que Monis et Caillaux ont usé de leur influence pour faire obtenir à Rochette une remise lui permettant de continuer ses malpropres opérations. « L'intervention a été complètement désintéressée », ont soin de nous dire ceux qui soutiennent la politique des ministres visés. Hum ! Hum ! Mais même si cela est vrai et si nous acceptons la raison donnée, nous devons en conclure que Caillaux a eu peur que Rochette ne publie la liste des émissions précédentes, émissions qui avaient fait perdre à l'épargne française des sommes énormes. Il est bien évident que ces opérations n'avaient pu être faites qu'avec le concours de la grande presse et que les financiers avaient été dans l'obligation de graisser la patte à bon nombre de politiciens influents. Les ministres avaient peur de révélations graves et comme, dans le milieu parlementaire, tous les politiciens sont plus ou moins complices, nous aurions peut-être assisté à une nouvelle affaire de Panama. L'intervention de Monis et de Caillaux, même si elle ne prouvait rien personnellement contre eux — ce qui n'est pas prouvé — montrerait au moins que les gouvernants sont obligés de commettre des abus de pouvoir « déplorables » pour cacher la boue qui menace de submerger le régime.

Le scandale aura permis aussi de saisir sur le vif les procédés de nos ministres, volant des documents confidentiels, photographiant des lettres intimes d'adversaires et employant toutes sortes d'armes — même les plus malpropres — pour assourdir leurs haines et leurs apitôisements.

Quel beau monde en vérité ! Le pouvoir législatif est logé à la même enseigne. Les « chers collègues » ont tout fait pour étouffer le scandale et le rapport de la commission d'enquête qu'on publie ce matin montre, clair

comme le jour, que les parlementaires ne veulent pas de sanction.

Il est impossible d'agir autrement, d'ailleurs. A quelque parti qu'ils appartiennent, les Q. M. sont tous plus ou moins copains ; ils sont plus ou moins — comme avocats-conseils ou comme membres de conseils d'administration de sociétés financières — solidaires des saléttes commises. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'ils ordonnent des poursuites qui retomberaient sur eux ?

A la commission d'enquête, lorsqu'un témoin entrerait, il serrerait la main de toutes les personnes présentes, et M. Delahaye lui-même ne refusait pas la sienne à Caillaux qu'il avait pourtant accusé d'être une parfaite fripouille.

Ah ! qu'il avait raison, feu Coutant, lorsqu'après une séance orageuse où les députés s'étaient presque pris aux cheveux il disait, de sa voix enrouée d'alcôole :

« Maintenant qu'on s'est bien engraissé, allons boire un coup à la buvette ! »

Tous copains, tous complices ! Le pouvoir judiciaire ne sort pas non plus blanchi de l'histoire. Le chef des magistrats de la Seine a été contraint d'avouer qu'au cours de sa carrière, il avait dû lécher les pieds de treize ministres. Le rapport de la commission, malgré sa modération, dit leurs vérités à ces chats-fourrés « qui n'ont pas eu la force d'opposer à une demande qui leur répugnait une résistance plus ferme » ou qui « ont poussé le zèle et la camaraderie envers le Procureur Général jusqu'à lui sacrifier la bonne marche de la Justice. »

Magistrature à plat-ventre, vous dis-je.

Ainsi donc la gangrène est partout, le Parlementarisme est complètement pourri. Quarante ans de ce régime ont dû montrer au Peuple la valeur du Parlement.

Et dire que ces gens-là osent venir nous demander de continuer l'expérience.

Commence-tu à comprendre, Populo, qu'un replâtrage est inutile, qu'il est impossible de désinfecter la boutique, que quel que soit le candidat que tu choisiras, tu seras toujours roulé, et qu'une seule solution s'impose : un coup de balai général !

Emile AUBIN.



« Je vais casser la g... à Calmette », avait dit Caillaux, rendu furieux par les révélations malpropres du journal de la rue Drouot.

Horreur ! Est-il possible qu'un ministre français emploie un tel langage s'écrièrent en cœur les sous-ordres de Calmette. C'était la preuve irréfutable que Caillaux était un ploutocrate démagogue puisqu'il employait l'énergique langage des faubourgs.

Et le sage, le traditionnel Figaro protesta au nom du bon renom de la langue française.

Or, quelques jours après, une dame qui fut collaboratrice dudit journal et qui se donna le titre de princesse fit, devant M. Boucard une déposition favorable à la femme de l'ex-ministre des Finances. Furor des gens du Figaro. Et un jeu-

ne rédacteur de cette feuille déclara devant plusieurs personnes en parlant de la dame en question : « Et elle a signé sa déposition : Princesse de E. de M. cette vieille vache-là ! ! ! » La paille et la poutre en vérité.

### LE BON CONFRERE

Nous avions toujours cru qu'entre journalistes d'opinions totalement différentes, il ne devait jamais rien avoir de commun.

Pourtant si l'on en juge par le numéro des Hommes du Jour de cette semaine, on constate qu'un certain entrefilet — le Gala des Pupilles — est une occasion pour H. Fabre, après avoir essayé de blanchir Rochette, de faire une petite réclame pour Léon Bailby et l'intransigeant !

Où, nous connaissons le cliché : la philanthropie n'a pas d'opinion politique. Allons donc !

C'est avec des prétextes de ce genre que tant de socialistes parlementaires s'astorissent le flint avec des Briand.

Où l'un ou l'autre, Fabre, ou bien les H. d. J. seront au-dessous de la Grenouille Sociale ou du Bonnet-d'Ane-Rouge, ou alors il vous faut surveiller vos relations !

### LEUR JUSTICE

De Ruy Blas :

Devant la Cour de Nancy, un accusé à qui le président demandait s'il avait quelque chose à ajouter pour sa défense répondit : « Je demande un seau d'eau

Pour la campagne antiparlementaire

## Appel aux Anarchistes !

La préparation de l'agitation antiparlementaire se poursuit. Les affiches sont en train de se tirer. Un tract va être lancé à millions d'exemplaires. Il faut que nos camarades de province se remuent, prennent leurs mesures pour se procurer les publications qui leur serviront dans la propagande.

Il ne faut pas perdre de temps ; il ne reste que juste celui qui est nécessaire à préparer la bataille et à l'engager.

Qu'on adresse toutes les commandes à la FEDERATION COMMUNISTE ANARCHISTE REVOLUTIONNAIRE, organisation créée par le Congrès anarchiste pour justement faire la besogne d'alimenter les groupes de province dans les demandes qu'ils feront des affiches, des tracts et autres publications.

Ne morcelons pas nos efforts, utilisons la F. G. A. R. comme organisation qualifiée pour la besogne de ravitaillement des militants.

Comme suite aux appels lancés pour la campagne antiparlementaire, et à la parution, dans le précédent LIBERTAIRE, du texte de l'affiche dont l'édition a été décidée, plusieurs centaines de francs nous sont parvenues, qui vont permettre d'obtenir sous quelques jours, une première livraison d'affiches.

D'autre part, le texte de l'appel « aux électeurs » paraîtra dans le prochain numéro du LIBERTAIRE ; le « bon à tirer » a été passé à l'imprimeur, mais celui-ci a demandé un acompte et il nous faut verser au plus vite une première somme de 2.000 francs.

Une petite centaine de groupes et individualités adhèrent, à l'heure actuelle, à la F. G. A. R. ; la fin scandaleuse des travaux I de nos Q. M. centuple la puissance de notre campagne ; un dégoût profond qui s'étend de plus en plus, pénètre la masse et nous permet d'espérer amener à nous bien des hommes d'action qui cherchent leur voie.

Allons nous laisser passer cette occasion de répandre nos idées ? Nous laisserons-nous plus longtemps balourer par la presse à tout faire et rouler par les représentants du peuple souverain, sans dire à ce même peuple, à nos frères de misère, quels sont les fumistes qui nous dirigent ?

Nous ne le croyons pas : espérons en avoir la preuve sous peu.

Nous demandons à tous de faire la somme qu'il nous faut payer, dans le plus bref délai.

Est-ce trop demander ?

Nous ne le pensons pas.

Adressez correspondance et fonds à : Laram, 121, rue de la Roquette ; à Albret, 61, rue Lhomond.

et un picotin pour le président. » Pour ce seul mot, il fut condamné séance tenante à trois ans de prison. Délit d'audace. Le jugement est légal, mais inadmissible. S'il est nécessaire que, dans des cas semblables, le coupable soit jugé le même jour, que ce soit par d'autres magistrats que l'insulté et dans une autre salle.

La loi ne devrait pas permettre à un magistrat de juger immédiatement un homme qui l'a injurié. Il lui est difficile à ce moment de rester impartial. La vengeance n'est pas la justice.

### HOMME DESINTERESSE

Le Courrier du Parlement pose, dans son dernier numéro, les questions suivantes. Parions qu'elles resteront sans réponse :

Est-il vrai que M. Calmette était sur le point de divorcer (il avait épousé la fille de M. Prestat, président du conseil d'administration de la Société du Figaro, après le départ de M. Périevier) pour épouser Mlle Boursin, légataire universelle de feu Chauchart ? (On n'a pas oublié que Calmette fut couché sur le testament de Chauchart pour 2 millions).

Est-il vrai que, grâce à la protection de sa nouvelle femme, Calmette devait être nommé directeur des magasins du Louvre dans un avenir prochain ?

Est-il vrai que le Figaro devait louer une très forte somme sur les fonds de publicité du grand emprunt national que M. Barthou avait inspiré à M. Charles Dumont ?

A propos de l'Affaire Bénas.

## Sans-Gêne de Ministre

Nous avons entretenu nos camarades de l'inique condamnation prononcée contre l'ex-soldat Bénas et de l'action menée par le Comité de Défense Sociale et par la Ligue des Droits de l'Homme en faveur de la victime des juges militaires.

De fortes présomptions d'innocence existant en faveur de Bénas, on pouvait penser que l'autorité militaire n'oserait pas maintenir en prison pendant quatre ans un homme qui n'était que la victime de circonstances malheureuses.

Nous avons, nous autres, la certitude que Bénas est innocent. Sans doute, le ministre ne pense pas comme nous et, à ses yeux, la chose jugée est sacrée, quand il ne s'agit pas d'un capitaine millionnaire. Mais nous affirmons qu'une enquête sérieuse et impartiale aurait permis de constater bien des côtés troublants dans cette affaire.

Voici un extrait de la lettre adressée par le ministre de la Guerre au citoyen Montusé, président de la Section socialiste de Montluçon :

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les condamnés militaires ne peuvent, à moins de circonstances exceptionnelles, qu'après examen du dossier de Bénas, ne m'ont pas paru exister en l'espèce, n'être l'objet d'une mesure de clémence que lorsqu'ils ont subi au moins la moitié de leur peine et mérité par leur conduite en prison d'être l'objet d'une proposition à cet effet de la part de l'autorité militaire locale.

Le condamné Bénas ne remplissant pas encore ces conditions, il ne m'est pas actuellement possible de provoquer une décision gracieuse à son égard, et je vous en exprime tous mes regrets.

Or, voici deux ans que Bénas est en prison. Pense-t-on que son martyre n'a pas assez duré ?

Nous sommes certains que les organisations qui s'intéressent à Bénas, continueront l'agitation en sa faveur et que l'autorité militaire sera bien obligée de céder.

René Micheau.

## Sauvons la Face !

Sauvegarder les apparences, empêcher à tout prix les conséquences — fâcheuses pour le prestige du suffrage universel — de se produire, en un mot, sauver la face, tel semble être le plus vif désir des parlementaires composant la fameuse commission d'enquête présidée par le plus célèbre comédien de la troupe du Palais-Bourbon ; j'ai nommé Jean Jaurès !

Quelle tuile embêtante pour ces bons républicains ; comment parer à un tel scandale ? Et les élections qui sont là !... Tous les journaux de la presse dite républicaine depuis la sombre Aurore jusqu'au Bonnet-Rouge à tout faire s'efforcent à pallier — à tant la ligne — aux effets désastreux produits par la révélation brutale, mais précise, des agissements de MM. Caillaux et Monis, les excellents amis de notre blocard national Hervé.

Et jusqu'à Fabre qui, dans les Hommes du Jour s'efforce à prouver que le scandale actuel est uniquement provoqué par des réacteurs voulant renouveler une autre « Affaire », et par ce moyen, arriver peut-être à ramener la réaction triomphante au pouvoir. Comme si la réaction avait pu un seul instant abandonner en faveur de la classe ouvrière ses privilèges et ses prérogatives, même lorsque sous une quelconque étiquette c'est un Doumergue ou un Barthou qui gouverne.

Que ce soit une réédition de l'affaire Dreyfus, provoquée par la bande dont Briand et le Figaro sont les chefs et dont l'Action Française est le plus fidèle auxiliaire ; peu nous chaut !

Jamais plus le peuple, le vrai, celui qui magnifiquement avait marché autrefois pour sauver une République assaillie de toutes parts par les hordes fleurdelysées ne recommencera une pareille gaffe ; les profiteurs de ce régime républicain l'ont tellement bien dégoûté qu'ils peuvent hurler à leur aise : au secours ! la République se meurt !

Qu'elle en crève dira populo, et avec elle tous les parasites qui en vivent, ils se sont assez foutus de moi pour qu'à mon tour je les laisse se débrouiller ensemble, on verra après !

Tous les parlementaires sentent bien que le peuple n'avalerait plus aussi facilement les balivernes qu'on lui débite. On peut lui dire que Monis et Caillaux sont de parfaits honnêtes hommes, que Rochette est un saint et qu'il fut uniquement sacrifié à Clemenceau et à Lépine ; on peut lui raconter sur tous les tons que jamais la corruption et le chantage n'entrèrent dans les salles de rédaction des grands journaux — même socialistes — et que les magistrats ont une conscience dont la blancheur éblouissante éclipsa celle de leur hermine, bref, on peut dire au peuple ce que l'on voudra ; il ne croira plus qu'aux faits, sur lesquels on pourra ergoter tant et plus sans faire varier d'une ligne la matérialité de ceux-ci et partant sans changer l'opinion populaire en faveur des dirigeants.

Avec juste raison, le peuple se dit : si Monis et Caillaux ne valent pas cher, Briand, Barthou et Fabre ne valent pas davantage et Calmette ne valait pas mieux.

Et tous, gouvernants, journalistes et prétorians auront beau faire, ils pourront se jouer entre eux les plus vilains tours, les travailleurs n'en auront cure, car ils savent que ces hommes n'ont qu'un but : maintenir leur caste au pouvoir.

Paul PROLO.

## L'OPPOSITION EST-ELLE PRÊTE ?

Depuis le jour où Mme Caillaux abattit le Calmette, dont la probité journalistique ressemblait, à s'y méprendre, à celle d'un maître-chanteur pour qui les petits papiers, acquis par des procédés dignes d'un professionnel de la cambriole, étaient devenus des armes loyales ; depuis ce jour, dis-je, la presse réactionnaire nous a montré quotidiennement les sentiments qui l'animent.

L'Eclair du dispensé Judet, le Gaulois du juif Arthur Meyer, la République Française de Méline pain-cher, tous les journaux bien pensants, Croix, Pèlerin, organes du trône, de l'autel, de la royale camelote et de l'impérialisme, tous les relents du Passé cherchent à s'imposer à l'Avenir. La presse ressemble, en ces jours de scandales, à quelque égout déversant ses eaux pestilentielles. La lecture des quotidiens donne la nausée.

On se croirait revenu au beau temps de l'affaire du Boulangerisme ou encore à l'approche du 16 Mai. Et le spectacle est quelque peu amusant ; ne voyons-nous pas tout ce que la Faiseuse de Gloire compte d'aigrefins, de coquins et de renégats, pour qui les trahisons ne comptent plus, prendre des mines effarouchées pour quelques tares d'un régime qui ne leur plaît pas.

Ces charlatans de la plume n'ignoraient rien hier, mais ils se taisaient

escomptant pour prix de leur silence, une môme monnayée, un bout de ruban ou une grasse sinécure.

Aujourd'hui, tous ces masques hideux souhaitent que le calme renaisse au plus vite, afin que vienne l'oubli pour pouvoir passer à d'autres exercices... financiers.

Car toute la pègre dorée, toute la fange des salons, toute cette nauséabonde pourriture de droite est solidaire de celle de gauche. Les intérêts des financiers et des capitalistes juifs sont semblables à ceux de leurs confrères catholiques. Pour gruger le populo, juifs et chrétiens ne se font pas la guerre, mais s'entendent comme larrons en foire. L'Opposition est animée, envers la classe productive, des mêmes intentions que le Parti au pouvoir. Le programme des partis les plus opposés d'opinion est identique : des promesses.

Aussi rien n'est-il plus drôle que de voir l'opposition d'aujourd'hui faire risette aux travailleurs.

Ah ! le bon billet qu'à la Châtre ! Les écrits de ces messieurs ressemblent fort à celui que signa Ninon de Lenclos à son amant partant à la guerre.

Tudieu ! Messieurs, arriez-vous besoin des vils mécréants que nous sommes pour défendre Dieu et le Roy !

Où plutôt pour vous aider à mettre sur le trône de France quelque Bourbon ou d'Orléans ?



Le coup de revolver qui envoya l'âme du directeur du *Figaro* au diable aurait-il mué les mécréants d'hier en « honnêtes » gentilshommes, que vous leur adressiez de si tendres oïlades ?

Hélas ! nous n'avons point de « sang bleu » dans les veines et Paul Bourget, ami intime de Calmette, chez qui il allait puiser des leçons de psychologie en compulsant des lettres intimes, le cochon triste nous a rappelé qu'il existait une *Barrique*.

Vos sourires, les m'amours que vous nous faites ne recevront que l'accueil qu'ils méritent.

Ah ! Certes, nous sommes profondément dégoûtés de la République qui s'est toujours f... des travailleurs, mais notre dégoût ne nous fait point oublier le passé. Nous connaissons l'Histoire, nous savons que, comme vous, l'assassin Badinguet fit risette au Peuple avant le Deux Décembre, nous nous souvenons que, dans la nuit du Coup d'Etat, les républicains, qui étaient alors ce que sont aujourd'hui les révolutionnaires, furent arrachés à leur sommeil pour aller remplir les prisons et les bagnes. Nous savons que vous tous, les bandits qui formez l'opposition actuelle, vous n'avez pas eu souci des pleurs des femmes et des enfants que votre scélératesse plongeait dans le deuil, la misère et la mort.

Où ! mille fois où ! Mort à la République de jouisseurs et de coquins. Mort à elle, mais non pour que vous établissiez le pouvoir de vos rêves, mais pour que nous fondions enfin sur les ruines du Passé, la Cité de l'Avenir. Cité de bonheur, de liberté, de fraternité et d'égalité.

Il a fallu les récents scandales ; il a fallu qu'un homme devint votre victime, victime peu intéressante, j'en conviens, par haine politique, pour que vous vous croyiez redevenus les maîtres.

Halte-là ! Le Peuple ne marche pas ! Il sait où vous voulez le conduire et, plus que tous les autres, l'article de Georges Thiébaud, paru dans la *Libre Parole* du 27 mars dernier, est significatif.

L'opposition est-elle prête ? demande le rédacteur de la feuille anti-juive, et il conclut dédaigneusement : « Est-elle en mesure, le cas échéant, de prendre le pouvoir et, si elle n'y a pas songé, à quoi pense-t-elle, à quoi sert-elle ? »

A quoi elle songe ? M. Thiébaud, cette pauvre opposition ? Mais sans doute à toucher de l'argent aux caisses de ses adversaires comme naguère en toucha votre patron l'antisémite Edouard Drumont, à la caisse du juif Cornélius Hertiz.

José LANDES.

## Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapoteau, 5, rue du Château-d'Eau. Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

## Un Jugement Monstrueux

Nos amis ont lu, dans la *Bataille Syndicaliste* du 30 mars le jugement scandaleux du tribunal de simple police de Nice, condamnant le camarade Gardène à 174 jours de prison et 375 francs d'amende pour avoir collé sur les murs 75 petits papillons imprimés en caractères noirs sur papier blanc.

Notre camarade Proust nous fait parvenir la teneur de cet extraordinaire jugement. Ce sera une preuve de plus de ce qu'avancait Barthou, le jour où — franc par hasard — il affirmait qu'il y avait quelque chose de gangrené dans la magistrature.

Attendu qu'il résulte du procès-verbal sus-daté et de l'aveu du prévenu que les faits reprochés à ce dernier sont suffisamment établis.

Attendu que les faits relatifs à la couleur des affiches sont prévus par l'article 15 compris dans le chapitre III de la loi du 29 juillet 1881 que ce chapitre ne concerne que l'affichage et que l'article 15 dit que toute contravention aux dispositions de cet article sera punie des peines portées à l'article 2, que pour fixer le quantum de la peine et sans restreindre ses dispositions au seul imprimeur, qu'en conséquence, l'affichage des 75 affiches en papillons blancs constitue pour le sieur Gardène 75 contraventions prévues et punies par l'article 2 de la loi sus-visée.

En ce qui concerne les timbres des affiches, attendu que les lois qui ont établi un droit de timbre pour les affiches, n'ont pas indiqué un minimum de dimension pour les affiches, que s'il est vrai qu'une feuille de papier quelconque ou un papillon au sens spécial au mot, ne sont pas des affiches, ils le deviennent dès qu'ils servent au même usage, qu'enfin pour que le droit de timbre soit exigible, il n'est pas nécessaire que l'affiche ait un objet industriel ou commercial.

Attendu qu'il résulte du procès-verbal sus-daté que le sieur Gardène a affiché dans la ville 67 affiches, que ces faits constituent 67 contraventions prévues par l'article 15 de la loi du 29 avril 1881 et punies par l'article 474 du Code pénal qui pres-

crit la peine de l'emprisonnement pendant trois jours au plus.

Par ces motifs, Condamne le sieur Cardenq Marius à cinq francs d'amende pour chacune des 75 contraventions concernant la couleur des affiches et à deux jours d'emprisonnement pour chacune des 67 contraventions concernant le défaut de timbre sur les affiches papillons, et aux dépens liquidés à 4 fr. 85 non compris enregistrement, droit de poste, extrait, et déclare Mme Gardenq mère, civilement responsable des contraventions prononcées contre son fils mineur.

Fixe, quant à l'amende et aux frais envers l'Etat la durée de la contrainte par corps à deux jours.

Si les chats-fourrés s'imaginent que cette condamnation empêchera nos camarades de coller des papillons, nous les prévenons charitablement qu'ils se foudrent le doigt dans l'œil jusqu'à la trentième phalange. Ce jugement féroce est la preuve que les papillons constituent une excellente propagande et nos amis continueront à coller partout les petits morceaux de papier qui rappelleront aux travailleurs leur devoir et aux bourgeois leurs crimes.

## UN CONFLIT SYNDICAL

### Le cas du Syndicat des Métaux

#### PROTESTATIONS

##### ORDRE DU JOUR

Les adhérents du syndicat du Bâtiment de la Seine, réunis le 15 mars 1914, protestent contre la façon d'agir du comité général de l'Union des syndicats et du Comité confédéral qui, avant de connaître entièrement l'affaire Merheim, ont voté des ordres du jour blâmant le syndicat des Métaux.

Le syndicat du Bâtiment invite les organisations centrales à respecter entièrement l'autonomie syndicale, chose qu'elles n'ont pas fait en rendant un jugement dans une affaire que ni le comité général, ni le comité confédéral ne connaissent, puisque les deux parties n'avaient pas été entendues. Proteste également contre la menace de radiation décidée par le conseil national à l'égard du syndicat des Métaux.

Le syndicat du Bâtiment estime qu'une organisation de 400 membres a plus de valeur qu'un seul adhérent et que la radiation d'un syndicat qui a toujours fait son devoir est un fait beaucoup plus grave que la radiation d'un seul membre.

Les camarades du syndicat du Bâtiment envoient leur salut fraternel au syndicat des Métaux.

Pour et par ordre :  
Le secrétaire : E. Vivien.

Dans le dernier numéro du *Libertaire*, le camarade Chenu s'étonne que les simples syndiqués ne protestent pas contre la mise en demeure de la Fédération des métaux, obligeant, sous peine de radiation, le syndicat des métaux de la Seine à réintégrer Merheim. Mais si, camarade Chenu, plusieurs syndiqués protestent et ne sont certainement pas décidés à laisser faire ; seulement il faut partir de cet état d'esprit, c'est que le Comité fédéral est composé en grande partie de fonctionnaires, et ceux de ce Comité qui ne sont pas fonctionnaires sont des gens disposés à dire « oui » quand on leur dit de dire « oui ».

Dans ces conditions, il n'y aurait pas lieu de s'étonner que la Fédération radie le syndicat des Métaux.

Qu'importe au Comité fédéral que la Fédération compte six cents membres de moins, pourvu qu'on n'ait pas touché à un secrétaire.

Pour nous, syndiqués, la question se pose : la Fédération est-elle l'ensemble des travailleurs d'une même industrie, ou bien représente-t-elle seulement les fonctionnaires placés en tête des organisations ?

A cette question, la seule réponse est celle-ci : « La Fédération représente les travailleurs, et lorsque les fonctionnaires sentent que leur besogne est plutôt néfaste aux intérêts de leurs organisations, leur devoir est de se retirer. »

Malheureusement, et ici je ne veux pas faire une exception mais une règle à peu près générale, c'est que les fonctionnaires syndicaux tiennent davantage à leurs places que n'importe quel ouvrier subissant le joug patronal.

C'est bien dur de quitter le bureau, où l'on est si bien assis, où l'on a si chaud, pour aller reprendre la pelle ou la lime, pour reprendre contact avec les camarades de travail.

Ces fonctionnaires veulent se faire croire indispensables ou alors c'est la mort du syndicalisme ; nous voulons reconnaître que nous manquons de fonctionnaires ou plutôt de camarades aptes à tenir les places de secrétaires, permettant ainsi le remplacement automatique ; mais à qui la faute ? Tout simplement aux dirigeants des organisations ne voulant pas faire d'adeptes, dans la crainte de perdre leurs places.

Allons-nous assister, bientôt, à ce que les secrétaires se syndiquent ou concluent entre eux un pacte, préparant ainsi contre les syndiqués révolutionnaires la grève des fonctionnaires.

Du train dont vont les choses, il n'y aurait pas à s'en étonner, et ce serait peut-être le dénouement de la crise du syndicalisme.

Charles André,  
Des Industries électriques.

No détruisez jamais le *LIBERTAIRE*. Quand vous l'avez lu, si vous ne le gardez pas, déposez-le en wagon, au restaurant, à l'atelier, partout où il cliquera d'être vu.

# Comment on condamne un innocent

« Je n'ai pas le temps d'éclairer la justice », déclare un président en plein tribunal. Et il condamne un innocent à cinq ans de réclusion coloniale, bien que le coupable soit connu ; mais il appartient comme indicateur à la police.

## L'Odyssée d'un libéré

Une lettre qui nous est parvenue il y a déjà quelque temps de Saint-Laurent-du-Maroni relate la lamentable histoire d'un pauvre garçon condamné par la Cour d'Assises de Cayenne à cinq ans de réclusion coloniale. Nous avons attendu, pour parler de cette affaire, d'être en possession de renseignements irrefutables. Aujourd'hui, nous avons la certitude de nous trouver en présence d'une abominable erreur judiciaire et qui plus est, nous affirmons que les magistrats n'ont rien fait pour arriver à la manifestation de la vérité.

Nous pouvons même dire, sans crainte d'être démentis, que le coupable est connu, sinon de la magistrature, du moins de la police et qu'il ne doit l'impunité, dans l'affaire en question, qu'aux fonctions d'indicateur qu'il remplit auprès des policiers de Cayenne.

Mais venons aux faits :

Arrêté pour avoir fabriqué de la fausse monnaie, Alphonse Baërt avait été condamné à cinq années de travaux forcés et comme on l'avait signalé comme un anarchiste dangereux, l'administration pénitentiaire lui fit subir sa peine aux Iles du Salut où il resta plusieurs années. Enfin, Baërt, sa peine terminée, fut libéré. Libéré, cela ne veut pas dire qu'on le ramena en France ou même seulement qu'on lui permit de revenir. Le règlement exige qu'un homme condamné aux travaux forcés passe en Guyane un temps égal à celui de son emprisonnement. Si la peine est supérieure à huit années, le condamné doit passer le restant de ses jours là-bas.

— Mais il est libre, direz-vous ! Vous avez raison. Mais le libéré doit se présenter à des appels périodiques et il lui est interdit de quitter le territoire de la colonie. Comme il ne reçoit aucune nourriture, il doit travailler pour vivre. Mais le travail est rare à Cayenne. A part l'exploitation des bois de rose et de balata, il n'y a aucune industrie. Et encore ce travail est-il chichement rétribué. Quelquefois, le libéré se place chez un colon et, dans ce cas, il touche, en plus d'une nourriture souvent infecte, un salaire mensuel d'une quinzaine de francs. La plupart de ces pauvres gens vivent donc de toutes sortes de métiers et, très souvent, ils sont obligés de fréquenter les autres libérés afin de s'entendre avec eux pour gagner — par tous les moyens — le pain quotidien.

Baërt se trouva donc en relations avec d'autres libérés. Or, dans ce milieu, il arrive souvent que certains — par paresse, par vice ou, hélas, par nécessité — commettent des actions qui tombent sous le coup de la loi. Dans ce cas, on arrête au petit bonheur un certain nombre d'anciens forçats et, en raison de leurs relations, la police est à peu près certaine de trouver, sinon le principal coupable, du moins un ou plusieurs complices.

Libéré, Baërt travailla dans un certain nombre de places et jusqu'au 14 juillet dernier, il vendit quelques articles de Paris que des camarades lui avaient fait parvenir.

## L'Arrestation

Au mois de septembre dernier, un vol de bijoux fut commis au préjudice de deux bijoutiers de Cayenne. Selon son habitude, la police arrêta une quinzaine de libérés parmi lesquels se trouvait Baërt.

Au cours de l'instruction, un nommé Gadot apporta au juge une lettre adressée à un inconnu et conçue comme suit : « Va trouver Baërt, dis-lui qu'il « fourgue » le jeu, qu'il garde sa part et qu'il m'envoie le reste ! »

Cette lettre a constitué la seule charge contre Baërt ; ce dernier protesta d'ailleurs avec énergie, affirma que jamais il n'avait eu connaissance du délit et qu'il ne savait pas ce que voulait dire cette lettre. Il demanda ensuite à être confronté avec Gadot, ce que le juge refusa sous prétexte qu'un « civil » avait dû donner cette lettre à Gadot et qu'il ne voulait pas le compromettre avec des libérés.

Singulière façon d'éclairer la justice. Pour montrer de quelle façon ce juge d'instruction procède, relatons une affaire antérieure aux faits dont nous causons. Un nommé Brûère — arrêté aussi pour le vol de bijoux — fut inculpé un jour de vol d'opium. Le magistrat l'interrogea et c'est seulement lorsque l'interrogatoire fut terminé et signé qu'il s'aperçut que Brûère était en prison au moment du vol. Avec des juges d'instruction de cette force, on voit quelles garanties possèdent les malheureux que leur malchance amène devant eux.

## La Condamnation

Traduit devant la Cour d'Assises, Baërt se défendit avec l'énergie du désespoir. Inutilement, d'ailleurs, car le président était décidé à condamner : « Je n'ai pas le temps d'éclairer la justice ; vous pouvez toujours chanter, ce n'est pas cela qui vous tirera d'affaire », déclara en plein tribunal ce singulier magistrat.

Le substitut, qui remplaçait l'avocat général raconta une histoire de brigands, s'embrouilla dans les détails, et bier que Brûère, dont nous avons parlé plus haut, ne fût pas accusé de vol, ce substitut affirma néanmoins qu'il avait eu les bijoux en sa possession, et que c'est lui qui les avait remis à Baërt. Il contredisait donc le rapport du juge d'instruction qu'il n'avait sans doute pas lu.

Baërt fut condamné à cinq ans de réclusion coloniale, et son pourvoi en cassation ayant été rejeté, cette condamnation est maintenant définitive.

## Où le vrai coupable apparaît

Les bijoux volés n'avaient pas été retrouvés. Or, il y a quelques mois, un nommé Legendre fut arrêté à la Martinique porteur des bijoux en question. Ce triste individu servait d'indicateur à la police et, avant son départ de Cayenne il avait dénoncé plusieurs libérés qui furent arrêtés.

Interrogé à son tour, Legendre ne put indiquer la provenance des bijoux qu'il avait en sa possession. Le Parquet de la Martinique demanda à celui de Cayenne de faire des recherches pour connaître cette provenance, mais les magistrats de Cayenne restèrent muets.

La vérité est qu'ils ne voulaient pas reconnaître leur erreur ; d'un autre côté, Legendre était un mouchard et il fallait étouffer l'affaire.

En le poursuivant pour vol au préjudice d'inconnu, on pouvait obtenir une faible condamnation et comme juridiquement il n'y avait rien de commun entre la condamnation de Legendre et celle de Baërt, ce dernier ne pouvait alléguer aucun fait nouveau pour faire casser le jugement de la Cour de Cayenne.

Nous reviendrons sur cette affaire : mais d'ores et déjà, nous prévenons les magistrats qui ont condamné Baërt que toute la lumière sera faite. Et les chats-fourrés pourront entendre de dures vérités.

E. A.

## A propos des Scandales actuels

Extrait du numéro du 28 mars 1914 des *Echos Parisiens*, journal d'actualités judiciaires et autres. (Directeur : Marc Ikel.)

Ce jour-là, ayant de bonne heure terminé son cours moins suivi, certes, que celui de M. Bergson, car il y traitait, avec une rudition ingrate, de la technique maritime dans l'œuvre de Virgile, M. Bergeret, maître de conférences à la Sorbonne, divaguait par les grands boulevards. Il aime, on le sait, à promener par la ville sa curiosité inquiète et paisible, et à conduire dans des dédales plus inextricables que les voies parisiennes sa pensée ingénieuse et souple. Riquet, en chien fidèle, précédait son maître, et, comme j'avais des moeurs décentes, ne s'attardait pas à des familiarités obscènes avec ses congénères.

Un grand concours de peuple entourait et pressait M. Bergeret. Un scandale venait d'éclater égarant sa routine ainsi qu'une bombe fait sa mitraille. Mais M. Bergeret n'en était que médiocrement ému.

Des camélots, ces apôtres obscurs de la presse, propageaient la dernière, sinon la bonne, nouvelle. Et le professeur, indifférent, méditait ses propos : « Le scandale à Paris est la chose la plus banale et pour ainsi dire la moins extraordinaire. On l'y respire, comme on respire à Manchester la fumée du charbon, ou dans les jardins de Chiraz l'odeur des roses. Le scandale, endémique, est divers. Il en est de petits et de grands, de comiques et de tristes. Il en est de plébéiens et de mondains. Le scandale parisien diffère du scandale provincial. En province, le scandale attise la mesquine malignité et l'égoïste malveillance ; le spectateur est heureux de le voir naître, croître et enlaidir ; c'est pour lui la pierre dans le jardin du voisin, la pierre qui fait trébucher ce dernier, la véritable pierre d'achoppement. A Paris, le scandale suscite une psychologie plus élégante ; il intéresse une curiosité moins féroce, quoique tout aussi avide, et bénéficie d'une sorte de mépris indulgent. Mais de tous les scandales, le plus recherché, le plus passionnant, est celui où la finance et la politique ont combiné leurs éléments. Il me semble qu'on en devrait donner la recette suivante : « Prenez deux ou trois hommes politiques, de préférence des ministres, anciens ministres ou ministres. Ajoutez-y quelques financiers de haut vol.

Ne dévoilez pas les secrets de leur cuisine. Laissez mijoter le scandale, puis, lorsqu'il sera à point, assaisonnez et servez chaud. »

Si l'on cherche à s'expliquer la vogue du scandale politique en France, on est obligé d'avancer qu'il est la distraction des peuples oisifs. Sparte, dont le territoire était un véritable champ de manœuvres et dont les citoyens étaient rompus à l'exacte et active discipline militaire, ignora le scandale, sauf à de rares intervalles. Athènes, au contraire, dont l'agora était en quelque sorte un théâtre populaire, eut assez de loisirs pour s'adonner uniquement à la politique et le scandale y fleurit.

Or, nous sommes un peuple désœuvré, nous nous disons les Athéniens modernes, nous faisons de la politique ; la conclusion est inévitable.

Il est à remarquer d'autre part que le scandale, s'il est chez nous quotidien, est éphémère. Comme les plaisanteries, le meilleur est le plus court. Nous accueillons avec intérêt sa venue, nous suivons avec délices ses péripéties, mais nous ne nous inquiétons pas la plupart du temps de son dénouement. Nous exigeons la vérité, mais quand, à la longue, elle paraît, elle n'est plus d'actualité, elle est indifférente. »

A ce point de ses réflexions, M. Bergeret s'était arrêté devant la boutique d'un marchand de tableaux. Il contempla une œuvre d'un de nos artistes les plus réputés et qui représentait *La Vérité sortant du puits*. Le peintre avait imaginé une femme jeune, belle, nue, dont le corps, humide de la caresse de l'eau, était aussi radieux et aussi poli que le miroir qu'elle levait au-dessus de sa tête, en un geste adorable, et que le soleil faisait étinceler.

Longtemps, M. Bergeret admira la vénéusté de cette femme pleine de force et de grâce. Et il se dit : « Il est de tradition, certes, que les peintres figurent la Vérité sous des formes aussi agréables, et ce tableau soutient la comparaison avec les exquises compositions de MM. Paul Baudry et Jules Leffèvre qui sont au Musée du Luxembourg. Mais pour ma part, et dans la circonstance présente du moins, il ne m'apparaît pas que la Vérité soit aussi plaisante que cette belle gaillarde : je me la représente plutôt comme le cadavre d'une noyée, que l'on retire d'une mare infecte où il fut précipité, livide, verdâtre, boursoufflé et laid. Qu'en pensez-vous, Riquet ? »

Mais Riquet, que ces pensées n'intéressaient point, ayant flairé à plusieurs reprises le seuil de la boutique qu'il jugeait propice, leva une patte de derrière.

René KERSY.

## Egalité devant la Loi

Les délateurs me répugnent, à quel que monde qu'ils appartiennent et à quelque mobile qu'ils obéissent.

Ce penser de ce vilain monsieur de Versailles, H. Cascarémy, qui a dénoncé au Parquet M. Thalamas, député, pour une lettre que ce dernier a adressée à Mme Caillaux, dans laquelle il fait l'apologie de l'acte commis par cette dernière. M. Cascarémy estime que cette lettre tombe sous les coups de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881.

M. Thalamas n'a fait que de manifester son opinion sur un meurtre, c'est son affaire, il est libre.

Nous libertaires, nous n'avons ni à adresser des louanges à la meurtrière, ni à approuver ou blâmer son acte de vengeance.

La victime Calmette et ses acolytes ne nous intéressent pas davantage. La besogne à laquelle ils se livrent n'est guère propre. Pour atteindre un adversaire politique, ils ont fouillé sa vie intime, livré des lettres personnelles à la publicité.

Quand les bourgeois, entre eux, joignent des drames tragiques, laissons-les faire, soyons spectateurs et pas plus. La dénonciation contre M. Thalamas n'aura pas de suite, car, député et bourgeois, il ne sera pas poursuivi. Certes, nous ne réclamons de poursuites contre personne, nous nous élevons de toutes nos forces contre toutes les atteintes à la liberté.

Mais pourquoi les militants révolutionnaires, condamnés pour avoir fait l'apologie des faits qualifiés crimes, sont-ils encore en prison ?

Ne pourrait-on pas les libérer ? Qu'attend-il, le gouvernement républicain ? pour leur donner la liberté accordée aux autres ?

Allons, messieurs les défenseurs de la justice bourgeoise, malgré vos hypocritiques déclarations, votre égalité devant la loi n'est toujours qu'une vaste fumisterie et un grossier mensonge !... A propos de Mme Caillaux, avez-vous remarqué la réclame que font, à cette dernière, certains journaux bourgeois.

Chaque jour, la grande presse raconte ses menus faits et gestes : On nous apprend que Mme Caillaux assiste à la messe, qu'elle écoute pieusement le ratichon ; elle doit prier, sans doute, pour le repos de l'âme de sa victime !

Hier, elle a passé une bonne journée, aujourd'hui, elle est fatiguée et a la migraine. A ses repas, elle mange tel met, elle préfère ceci à cela. On nous compte les meubles de cellule-dortoir dans son salon-bureau (car elle en a un), on voit telle ou telle chose. Une servante veille à côté d'elle, attentive à ses moindres désirs. Ah ! si la prévenue était une fille du peuple, elle verrait sous un autre jour l'existence en prison !

Mme Caillaux, prisonnière de marque, est soignée et dorlotée. Mais, puisque les reporters de la grande presse sont si bien renseignés, ils ne devraient pas faire la besogne à demi, ils devraient aussi renseigner leurs fidèles lecteurs sur tout... dire combien de fois par jour Mme Caillaux va à la selle !... si ses cheveux tom-

bent, et si elle transpire bien des pieds !...

Si le geste de la femme de l'ancien ministre avait été accompli par une ouvrière, se vengeant contre un exploiteur ou tyran, les admirateurs de Mme Caillaux ne trouveraient pas de mots assez cruels et assez méchants pour la salir ; l'acte serait alors l'abomination de l'abomination. Pour tous les plumeux à gage, les larbins de la plume, la viande bourgeoise est d'une autre essence et est supérieure à la pauvre chair à souffrance des forçats du travail ; tous ces prosternés de la pensée ne laissent pas passer une occasion de plaire à leurs maîtres.

Dire que tous ces gens-là font et défont l'opinion publique ! Pauvre et triste humanité !

Francis Liberton.

## Littérature pour le Peuple

Nos maîtres du jour s'évertuent à vouloir donner au peuple une pâture à la fois excessive et grotesque.

Tout leur est bon pour assouvir la haine qu'ils nourrissent à l'égard des organisations ouvrières et, par tous les moyens ils s'efforcent de raviver, au sein de la masse asservie, un souffle de chauvinisme qui permettrait à ces coquins d'entraîner l'humanité tout entière dans la plus effroyable des boucheries.

La vague nationaliste envahit tout : le concert, le théâtre et même le cinéma.

On sert au populo des mélés plus ou moins tendancieux, des drames assez émouvants, où se trouve comme par hasard la réclame patriotique ; et il nous faut redoubler d'efforts, sans perdre un instant, si nous ne voulons voir sombrer les espérances que nous avions fondées sur la classe ouvrière.

C'est ainsi qu'on donne actuellement dans les théâtres de quartier, *Les Travailleuses*, pièce assez bien montée en apparence et qui semble servir la classe prolétarienne, tandis qu'elle n'est tout simplement que le reflet des aspirations patriotiques.

On y flétrit la grève ; on y glorifie l'armée, la patrie, Schneider et tous les aigrefins de la finance qui pulvéulent dans les milieux ouvriers.

Naturellement, on n'oublie pas non plus d'écraser furieusement l'anarchiste qui ose vouloir semer au régiment l'indiscipline et la révolte. Au cours d'une revue de paquetage, on découvre sous son traversin des brochures rouges (vous comprenez, camarades, il fallait bien faire allusion à la petite brochure de la F. C. A.).

Comme il refuse à dire le nom de celui qui les lui a livrées, il est traduit en conseil de guerre ; et c'est pour les *revancheurs* imbéciles une occasion de se livrer à une petite manifestation.

Que ce soit à Montmartre, à Montparnasse, à Belleville ou ailleurs, ces épileptiques reprennent chaque soir l'Alsace-Lorraine.

C'est un besoin chez eux, c'est leur dada.

A moins qu'il se trouve dans la salle, comme cela est arrivé dernièrement à Molière, quelques camarades conscients, qui protestent avec force contre le militarisme stupide ainsi que contre les excitations chauvines, dont la pièce est le but.

Les auteurs de cette ineptie sont si peu intéressants, qu'il n'est pas très utile de s'éterniser sur leur personnalité. Qu'il suffise donc de savoir qu'ils se nomment Aristide Bruant et Arthur Bernède.

On sera fixé sur la valeur de ces individus.

Et dire que *l'Humanité* offre à ses lecteurs une réduction pour assister aux représentations de pareilles pièces !

C'est à mourir de rire.

L. GEORGE.

## Le Congrès du Cailar

Nous avons annoncé, il y a déjà quelque temps, qu'un Congrès, destiné à grouper les anarchistes du Gard et des départements voisins, devait se tenir au Cailar.

Ce Congrès, qui a eu lieu le 15 mars, a obtenu un grand succès. Un grand nombre de camarades se pressaient dans la salle, et tous étaient décidés à faire du bon et utile travail.

Les débats, qui furent très larges, permirent à tous les assistants de faire connaître leur façon de penser sur les points envisagés, et nous avons le plaisir de constater que l'accord se fit très rapidement sur les questions essentielles.

L'Union régionale a été constituée, et les camarades se sont mis d'accord sur les points suivants :

1° Création d'une caisse centrale de propagande, de résistance et de solidarité, pour achats de volumes, brochures et journaux, alimentée par des cotisations de 0 fr. 15 par semaine et par membre ;

2° Renvoi de ces achats aux groupes pour les besoins de la propagande ;

3° Création d'une bibliothèque qui sera à la disposition de tous les groupements adhérents ;

4° Publication d'un bulletin trimestriel qui fera connaître les recettes et les dépenses.

Enfin, l'Union régionale s'est enga-



## L'AVORTEMENT

*Sous cette rubrique, nous donnerons*

candidats se présentent et consentent à se sacrifier pour le bonheur du Peuple.

LIBERTAIRE

C. D. S.  
Bénéfice d'achats en commun, 1 20.

## Bibliographie

## Les Indépendants



Le Permissionnaire (drame antimilitariste en un acte par Henriot. Mais, quelques troupes d'opéra-comique) (Louis Marsolac), pièce interdite.	1 30	1 50
Hors les lois, 1 acte en vers (Louis Goussier) (A. Laisant)	1 30	1 50
Le Fardeau de la Liberté (Bernard), comédie en 1 acte	1 25	1 50
Les œuvres de Courteline	1 50	1 80
Le sentiment Solaire, drame (Rouques)	0 80	1
A Biribi, 1 acte (Harrist)	0 50	0 60
Les Retraites pour les Morts (Ch. Bouché)	0 50	0 60
Les Trances de M. Dubarben (Harrist), pièce comique en 1 acte	0 50	0 60
Politiciens (E. Rothen).	0 30	0 35

  

LIBRAIRIE SCHLEICHER FRERES		
Les Primitifs d'Australie (Eli Reclus)	2	3 50
Le Génie des grandes Dunes (J. B. Sarrailh)	2 50	3 10
Histoire des Bourses du Travail (Fernand Pellouier)	3	3 50
L'Homme selon la Science (Louis Béchamp), trad. de J. B. Sarrailh	2	2 25
Force et Matière (Louis Béchamp), trad. de A. Renard	2	2 50
La Sociologie d'après l'ethnographie (Ch. Lelouneau)	4 50	5
La Religion (André Lefevre)	4 50	5
Les guerres et la paix (Ch. Riebel)	4 25	4 50
Religion et Evolution (Haeckel)	4	4 10
Le Monde (Haeckel)	4	4 10
Le Monisme de l'homme (G. Dollo)	4 50	4 65
Intervalle de la vie (Haeckel)	2 40	3
L'Education morale, intellectuelle et physique (Spencer)	2	2 25
La Commune au jour le jour (Reclus)	4 50	4 70
Philosophie sociale (Lamarck)	3	3 40
Philosophie zoologie (Lamarck)	2	2 20
Qu'est-ce que la Morale (Spencer)	1 95	2 25
La Géologie (Guéde)	1 95	2 25
La Géologie (Lecomte)	1 95	2 25
La Botanique (J. J. de Lamoignon)	1 95	2 25
La Préhistoire (G. A. de Mortillet)	1 95	2 25
La Physiologie (V. Lacomme)	1 95	2 25
La Psychologie ethnique (Ch. de Courmont)	1 95	2 25

  

EDITIONS DIVERSES		
Précis de Sociologie (Palante)	2 50	2 75
Combat pour l'individu (Palante)	3 75	4
L'Internationale (documents et souvenirs par James Guillaume & A. Laisant)	4 75	5 20
l'Attiénisme (Le Daniec)	3	3 50
Leur République (Urbain Gohier)	3	3 50
La Révolution vintellelle (U. Gohier)	3	3 50
Les trois livres de la Révolution	2 75	3 50
L'Initiation mathématique (Laisant)	2	2 25
L'Initiation astronomique (Flammarion)	2	2 25
Les Primitifs d'Australie (Eli Reclus)	4	4 10
Leur Patrie (Gustave Hervé)	3	3 50
Les Soliloques du Pauvre (Jean Riclus), 100 feuilles	2	2 50
Recueil de poésies inédites illustrées de Steinien	3	3 50

  

Les Fantaisies ou maître Jean Mon cécil (Benjamin Laisant)	1 20	1 50
Guerre et Militarisme (Jean Gray)	2 75	3 25
La Feuille d'Heracle (G. Hoch)	3	3 50
complète des vingt-cinq numéros parus, non plus et renfermés dans un album papier parcheminé (format petit in-8)	2 50	2 80
Socialisme et Anarchisme (A. Hamon), préface de Naquet	3	3 50
Amour et Liberté (E. Rothen)	3	3 50
Le Coin des Enfants (Gray)	3	3 50
L'individu contre l'Etat (H. Spencer)	2 20	2 50
La Vie ouvrière en France (F. Pellouier)	3	3 50
Initiation chimique (G. Laisant)	2	2 25
Initiation mécanique	2	2 25
Initiation aéronautique	3	3 50
La Démocratie et la Financière (Delouis)	2 25	2 50
L'Education basée sur la Science (Laisant)	2 50	2 85
La Ligue contre l'Éclat (S. Laisant)	2	2 15
Comment nous ferons la Révolution (E. Pichard et E. Bonnet)	1	1 15
La Classe Ouvrière (Laisant)	2	2 25
L'origine de tous les cultes (Dupuis)	2 50	3
Le Pleur du Bourgeois (Nigra d'Or)	2	2 25
La Barbarie Moderne (Laisant)	2	2 25
Histoire prochaine (A. Quantin)	2 75	2 85
En plein vol (A. Quantin)	2 75	2 85

  

BIBLIOTHÈQUE NEO-MALTHUSIENNE		
Éléments de science sociale (La Pauvre, la prostitution, le Celibataire, 1 vol. in-8, 500 pages)	3	3 50
Éléments de la science sociale (La Pauvre, la prostitution, le Celibataire, 1 vol. in-8, 500 pages)	3	3 50
Rapports aux différents congrès ouvriers	0 25	0 30
Moyens d'éviter les grandes familles	0 45	0 20
Avertissement des familles (Chapelier)	0 45	0 20
Prévention sexuelle (Lip Tay)	0 75	0 85
Prévention sexuelle (Lip Tay)	0 75	0 85
Bréviaire de la femme enceinte (Lip Tay)	4	4 65
Moyens d'éviter la grossesse par G. Hardy	1 25	1 40
Le Droit à l'avortement (Dr Dancourt)	2 50	2 75
L'Initiation Sexuelle (Biossod)	3	3 50
Peu de enfants, Pourquoi, comment?	3	3 50
Le Droit à l'avortement (M. Pelletier)	0 20	0 25
La loi de Malthus (G. Hardy)	0 75	0 80
L'avortement (Dr Dancourt)	4	4 35
Le Problème Sexuel (V. Mérie)	0 45	0 20
Défendons-nous	0 20	0 25
Le Neo-Malthusienisme est-il mort?	0 20	0 25
L'Education Sexuelle (Jean Mareschal)	2 50	2 75
Malthus et ses disciples	0 75	0 85
La Grande Histoire de l'impudence de la reproduction (E. Lericq)	0 25	0 30
Anticélestisme et Neo-Malthusienisme (V. Guivin)	0 25	0 40
Vitalité sur la Vieillesse	0 15	0 20
Le Mariage, l'Amour Libre et la Libre Maternité (Jean Mareschal)	0 40	0